

Bruxelles, 11 avril 2008

Déclaration de l'EFFAT concernant la réponse de la CES à la deuxième phase de consultation sur la révision de la directive sur les CEE

La révision de la Directive sur les CEE est une priorité. Le bon fonctionnement des CEE est essentiel à la bonne représentation des intérêts des travailleurs au sein des grandes entreprises transnationales. Cela revêt une importance toute particulière quand il s'agit de relever les défis liés à la gestion des mesures de restructuration paneuropéennes, un phénomène de plus en plus commun à l'heure actuelle et provoqué en partie par la création et le développement du Marché unique européen. L'expérience a toutefois montré à maintes reprises que nombreux sont les CEE à ne pas fonctionner comme ils le devraient. Cela est en partie dû à des problèmes dans la législation régissant actuellement les CEE. Des milliers de travailleurs au sein de CEE et les millions de travailleurs qu'ils représentent sont aujourd'hui lassés d'attendre que des améliorations vitales soient apportées à la législation régissant le seul organe leur permettant de s'exprimer au sein de leurs entreprises au niveau européen.

C'est la raison pour laquelle l'EFFAT a toujours soutenu l'objectif déclaré de la CES au regard de la deuxième phase de consultation sur la révision de la Directive sur les CEE : obtenir un accord sur cette nouvelle législation avant le renouvellement relativement proche du Parlement et de la Commission européens. Nous attendons une directive améliorée depuis 1999, date à laquelle une révision était initialement prévue et nous avons fait l'amère expérience des années de report résultant de changements liés à la création des institutions européennes. Après tout, nous devons nous souvenir que la première phase de consultation a été lancée en 2004.

Ainsi, à la fin de cette deuxième phase de consultation, lorsque le patronat a déclaré pour la première fois qu'il acceptait de négocier une révision de cette directive via le dialogue social européen, sans toutefois donner d'indications concernant la manière dont cela pourrait se faire, nous avons dû évaluer les perspectives réalistes d'aboutir à un quelconque accord dans le laps de temps restant. Bien que notre préférence naturelle, en tant que syndicat, aille toujours vers la négociation d'une législation sociale avec le patronat, il n'existait aucune assurance, dans ce cas, que les vastes différences entre nos deux positions et la grande complexité technique contre laquelle nous devons lutter soient résolues par la négociation dans un délai si court.

L'offre du patronat a été, et nous pouvons le comprendre, saluée par la CES, mais il était également important pour nous de la replacer dans son contexte. Sans remettre en question la sincérité de BUSINESSSEUROPE, il faut comprendre que cette demande a été effectuée après des années et des années de rejet de toute révision. En effet, BUSINESSSEUROPE (à l'époque appelée l'UNICE) avait tout d'abord rejeté toute



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

nécessité d'une telle directive. Depuis l'adoption finale de la Directive par le Parlement, le patronat et ses membres ont constamment rejeté la possibilité de son amélioration par l'intermédiaire d'une révision. Il y a seulement quelques mois, l'un de ses membres les plus importants, la Confédération du patronat allemand (BDA) a déclaré à la presse qu'une révision de la directive sur les CEE serait une erreur inutile. Voici le type de déclaration que nous avons l'habitude d'entendre de la part de certains employeurs et cela pèse lourdement lors de négociations avec une organisation dont les règles stipulent (tout comme celles de BUSINESSSEUROPE) que tout accord conclu via le dialogue social doit obtenir l'aval de l'ensemble des affiliés avant toute adoption.

Ces grandes différences d'opinion, ainsi que le nombre élevé de clarifications juridiques techniquement complexes à traiter, impliquent que des négociations approfondies devraient avoir lieu avant que nous ne puissions avoir l'espoir réaliste d'aboutir à un projet révisé de législation. Le calendrier des négociations aurait dû être particulièrement intense parce que, dans de telles circonstances, il n'aurait pas été responsable de la part de la CEE d'accepter un calendrier qui aurait empêché toute résolution par la voie institutionnelle avant la fin de l'année 2008 en cas d'échec des négociations. Toutefois, les propositions relatives à un calendrier accéléré n'ont pas été acceptées par BUSINESSSEUROPE. En outre, BUSINESSSEUROPE n'a pas été en mesure de donner une indication précise quant à leur volonté d'accepter une harmonisation des définitions de l'information et de la consultation avec une législation ultérieure. Il s'agit là d'une question fondamentale pour l'EFFAT déjà identifiée par la Commission et nous ne pourrions jamais avaliser une directive révisée qui ne traiterait pas de ces sujets.

Par conséquent, sans une quelconque assurance des conditions préalables majeures à toute négociation, nous pensons que la CES est parvenue à la seule et unique conclusion possible : Le peu de temps dont nous disposons pour traiter de ces questions avant le renouvellement du Parlement devrait être mis à profit, par la Commission, pour agir conformément à sa proposition. Nous rappelons à ceux qui ne voient que par négociation, que, bien qu'il ne faille pas la prendre à la légère, cette position de la CES est parfaitement légitime. Décider de ne pas négocier est une possibilité offerte par les « règles du jeu » acceptées par les partenaires sociaux européens lors de la mise en place du dialogue social européen et une solution à laquelle le patronat a, à de nombreuses reprises, eu recours lorsqu'il sentait que cela était dans son intérêt. En prenant cette position, la CES laisse la porte ouverte aux partenaires sociaux européens et à leur intervention dans le processus législatif sans toutefois engendrer de retards potentiellement désastreux dans l'espoir chimérique de conclure un accord rapide et acceptable grâce au dialogue social européen. Nous saluons donc la décision de la CES et recommandons ses nombreuses observations détaillées sur le document de consultation à la Commission européenne, au Parlement européen et aux Etats membres de l'UE. Nous, l'EFFAT, travaillerons désormais pour nous assurer que les améliorations nécessaires à la Directive sont mises en œuvre dans les plus brefs délais.



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

Harald Wiedenhofer

Secrétaire Général

Simon Cox
Coordinateur EMN/CEE